

La voix de l'opposition de gauche

Comment comprendre que des syndicalistes de longue date adhèrent au FN ?

Le 11 mars 2011

On vient d'apprendre qu'un texte de mise en garde contre le Front national doit être adopté le 14 mars par les membres de l'intersyndicale.

C'est la CGT qui prépare le document de base qui sera discuté et amendé par les quatre autres syndicats (CFDT, UNSA, Solidaires et FSU). Par courtoisie, le texte sera apporté à FO qui ne fait pas partie de l'Intersyndicale.

L'organisation de Bernard Thibault a suspendu l'un de ses syndicalistes (Fabien Engelmann, secrétaire CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, en Moselle) qui a annoncé sa candidature aux cantonales sous l'étiquette FN, rappelant que les "principes" et les "les valeurs" de la CGT sont incompatibles avec les thèses du Front national.

De son côté, Force Ouvrière a retiré son mandat (déléguée régionale pour le personnel civil des armées) à l'une de ses militantes (depuis 1980) après avoir appris sa candidature aux cantonales. Non en raison de son appartenance au FN, mais parce que le syndicat estime que *"l'indépendance de FO par rapport aux partis politiques est bafouée."*

Annie Lemahieu a déclaré: *«Je ne vois pas pourquoi ils me retirent mes mandats. On a le droit d'avoir une vie syndicale et politique. Que la CGT exclue ses délégués, je peux le comprendre, mais pas FO. De toute façon, je sais désormais où est mon choix. Ça m'attriste parce que j'ai un engagement de longue date à FO»*. L'ancienne adhérente pourrait engager des poursuites contre son syndicat." (Lexpress.fr et 20minutes.fr 10.03)

Disons en introduction, que l'adhésion de ces syndicalistes ouvriers au FN exprime de façon inconsciente la recherche d'une solution politique à la crise du capitalisme qu'ils n'ont trouvée nulle part ailleurs, elle est également la traduction inconsciente de l'exaspération de millions de travailleurs, qui face à une situation sociale et politique de plus en plus insupportable, cherchent la voie de l'affrontement avec le régime.

Cela fait désordre tous ces travailleurs militant parfois depuis des décennies dans des syndicats ouvriers et qui finissent par adhérer aux idées du Front National, n'est-ce pas ? Cela pose un certain nombre de questions, non ? Sommes-nous si nombreux que cela à nous en poser ? Pas si sûr.

Si ces travailleurs se reconnaissent à la fois dans la CGT ou FO en l'occurrence et le FN, cela n'aurait-il rien à voir avec la conception de la lutte de classe des dirigeants de ces syndicats ?

Cela n'aurait-il rien à voir avec leur subordination totale au capital et n'estimeraient-ils pas à juste titre que la politique du FN se situe dans la continuité de celle de ces syndicats ?

Comment peuvent-ils se reconnaître à la fois dans des syndicats qui reconnaissent la lutte des classes et un parti qui en est la négation ? N'y aurait-il pas quelque part une convergence entre la politique de leurs dirigeants et celle du FN qui n'a évidemment pas pour objectif de remettre en cause la domination de classe du capital ? N'est-ce pas sur ce point précis qu'ils se retrouvent ?

Leur adhésion au FN ne met-elle pas en relief la faillite politique des dirigeants de ces syndicats au point que leurs militants ne savent plus très à quel saint se vouer ? N'exprime-t-elle pas ouvertement le degré de pourriture atteint par les sommets du mouvement ouvrier depuis déjà de très nombreuses années ?

Le comportement de ces militants ne porte-t-il pas le coup de grâce à la soi-disant indépendance des syndicats, lorsque chacun sait que la quasi-totalité de leurs dirigeants sont idéologiquement liés au capital,

autrement dit, qu'ils font le jeu des partis politiques liés aux institutions ou au régime sans avoir toujours besoin d'y adhérer, un pas qu'ont franchi ces militants ?

Depuis déjà quelques années je ne me contente pas de dénoncer l'incurie politique de nos dirigeants devenue légendaire depuis plus d'un demi-siècle, je la combat quotidiennement, et lorsque j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la politique menée par tous les partis depuis la mort de Trotsky, pas un dirigeant ou cadre n'a trouvé bon de répondre à cet appel, certains infléchissant malgré tout leur politique, l'air de rien, car ils sont incapables de reconnaître leurs erreurs ou modifiant quelque peu leur stratégie pour finalement retomber systématiquement dans les mêmes travers, du front unique et du gouvernement PS-PCF ou des partis ouvriers, les voilà qui sur leur lancée en coeur avancent l'objectif d'une Assemblée constituante qui n'est rien d'autre finalement qu'un parlement bourgeois ou le clone de l'Assemblée nationale.

Ces syndiqués qui adhèrent au FN montrent à quel point il est difficile de se situer sur un terrain de classe et de s'y tenir. Nos dirigeants étant incapables de leur montrer l'exemple, normal qu'ils soient paumés et atterrisent dans les sales pattes de nos pires ennemis de classe. C'est navrant, pitoyable, tout ce qu'on voudra, je l'interprète comme une condamnation sans appel de tous les dirigeants actuels des partis ouvriers ou dits ouvriers et de leur politique qui se sont détournés de l'objectif du combat du mouvement ouvrier : élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, afin de préparer les conditions qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir.

La révolution tunisienne a vu le jour spontanément, elle a démontré que même sans parti la classe ouvrière et les masses étaient capables de se dresser contre le régime, mais à l'étape suivante, elle a démontré aussi qu'il lui serait impossible de vaincre sans le parti pour l'éclairer, d'aller plus loin dans sa révolution (démocratique bourgeoise)... Dès lors, notre combat quotidien ne devait et ne devrait pas avoir pour unique objectif des revendications transitoires, encore moins être subordonné à la grève générale ou à la révolution qui verront le jour le moment venu, mais bien de préparer le prolétariat à affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, et que parmi ces conditions subjectives figure au premier plan le parti qui sera amené à jouer un rôle décisif dès lors que la lutte pour le pouvoir sera engagée, pour renverser le régime et conserver ensuite le pouvoir...

Au lieu de vouloir faire croire aux travailleurs que l'on peut influencer sur le cours des choses sans en avoir réellement les moyens, parce que nos forces sont extrêmement limitées, ce qui revient finalement à se dépenser en pure perte et à démoraliser les militants, ce qui conduit surtout à des compromis pourris avec les représentants du régime et à abandonner nos principes ; de vouloir faire croire aux travailleurs que tout serait possible, alors qu'ils sont les mieux placés pour savoir que c'est impossible, ce qui discrédite ceux qui entonnent ce refrain, nous ferions mieux de leur dire la vérité en face et que rien n'est possible et ne sera possible avant longtemps tant que certaines conditions ne seront pas remplies, et que c'est dès maintenant qu'il faut s'y mettre pour préparer ces conditions, qu'il faut s'organiser, se rassembler, mener le combat ensemble pour construire notre parti, militant par militant, qu'il n'existe ni raccourci ni recette magique pour y parvenir et que tout repose uniquement sur notre engagement politique, notre compréhension que finalement notre activité politique doit être impérativement subordonnée à ce seul objectif dans la situation présente, construire le parti qui portera un jour la classe ouvrière au pouvoir afin d'avancer sur la voie du socialisme. Ne pas avancer dans cette voie, se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917, du marxisme, c'est condamner la classe ouvrière au chaos et à la barbarie dans les années et les décennies à venir, c'est inéluctable. Dès lors, à chacun ses responsabilités.

J'ai reçu hier dans ma boîte aux lettres électronique "*L'Éditorial de Jean-Claude Mailly , Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 9 mars 2011*".

De quoi traitait-elle ? De sa dernière "*rencontre avec le président*". Lequel, celui de la République ou celui de l'UMP ? A notre connaissance c'est le même. Tiens donc, auraient-ils des choses à se dire ? Ce président n'aurait-il pas par hasard aucune légitimité, ne serait-il pas ultra minoritaire ou ne serait-il massivement rejeté par les travailleurs ? De qui Mailly détient-il son mandat, quel en est le contenu ? Serait-il de discuter avec ce que chacun s'accorde à décrire comme le président de la République le plus réactionnaire et antisocial depuis plus de 50 ans ? Qu'en attend-il ? Est-ce pour entretenir des illusions sur les réelles intentions de Sarkozy que monsieur Mailly a été réélu secrétaire générale de FO ? Quels intérêts et qui représente au juste Mailly ? Ceux du travail que Sarkozy s'emploie avec constance et persévérance à piétiner, ceux du travail qui honnissent littéralement le représentant du gang du Fouquet's ?

Il écrit : "À sa demande, j'ai rencontré la semaine dernière le président de la République, qui procède actuellement à une série de rencontres bilatérales avec les responsables syndicaux et patronaux." Qu'est-ce que cela a à voir avec le mandat d'un dirigeant syndical ? On vous sonne et en lieutenant zélé du capital vous accourez, c'est bien cela, on ne se trompe pas, n'est-ce pas ?

Non, nous ne nous trompons pas, Mailly termine son éditorial par cette phrase éloquente: "*Sur tous ces points des échanges francs ont eu lieu et sur certains d'entre eux des réponses sont attendues*", la franchise doit être une des nombreuses qualités de Sarkozy, car il faut bien alimenter votre fond de commerce pour entretenir une armée de parasites au service du capital, dont les mieux placés dans les instances de votre syndicat officient à la direction de partis politiques, ce qui ne cause pas de problèmes entre vous puisque finalement vous êtes sur la même ligne politique ou vous partagez les mêmes préoccupations.

Je crois que dans une précédente causerie j'avais pris implicitement position contre la candidature de syndicalistes à des élections sur des listes du FN (ou d'autres partis d'ailleurs), c'était une faiblesse ou une erreur politique et j'explique pourquoi.

Vous avez le droit d'être syndiqué et d'adhérer à un parti politique de votre choix, mais il est préférable que cela ne se sache pas, voilà ce que disent Mailly et Thibault notamment. Secret de polichinelle s'il en est. Vous avez le droit d'avoir une activité politique publique, par exemple participer à des diffusions sur le marché le dimanche matin ou à des réunions publiques de votre parti, dès lors dans votre commune chacun sait précisément qui vous êtes, à quel syndicat et parti vous êtes affilié, par contre vous n'avez pas le droit de vous présenter à une élection politique sous l'étiquette de votre parti, même si vous n'affichez pas officiellement votre appartenance syndicale, c'est prohibé et vous risquez l'excommunication. Donc si les instances d'un parti décidait de présenter à une élection un militant marxiste-révolutionnaire, il devrait obligatoirement abandonner ses mandats syndicaux. Cela présenterait au moins comme avantage pour son employeur de pouvoir le virer plus facilement n'étant plus un "*salarié protégé*".

Trotsky, qui se moquait de ce principe hypocrite qui cache décidément bien mal les réelles intentions de ses partisans, ne reconnaissait pour sa part aux syndicats et aux partis dont à leurs dirigeants ou militants qu'une seule forme d'indépendance, celle face à l'Etat, or en se rendant une nouvelle fois à l'invitation de Sarkozy, on ne peut pas dire que Mailly et les autres dirigeants syndicaux face preuve d'indépendance envers l'Etat au moment où justement il traverse une profonde crise...

Il faut donc voir dans cette visite, un soutien ou une nouvelle manifestation de soumission de Mailly à Sarkozy, aux institutions de la Ve République, ce qui n'a rien de politique puisqu'on vous le dit, au moment répétons-le, où l'immense majorité des travailleurs ont sur le bout des lèvres l'adresse lancée par les travailleurs tunisiens et égyptiens à leurs despotes : dégage ! Mailly et ceux qui l'ont réélus à la direction de FO, ne sont manifestement pas de cet avis, il faut donc en conclure qu'ils ne représentent pas ces travailleurs ou qu'ils ne veulent pas les entendre, du coup on comprend parfaitement dans quelle logique s'inscrit la visite de Mailly chez Sarkozy : la survie des institutions de la Ve République, la survie du capital.

Si vous vous demandiez encore comment faut-il analyser le contenu de la dernière proposition du POI ("non à la réforme constitutionnelle"), parti qui soutient inconditionnellement Mailly si l'on s'en tient (notamment) aux résultats du dernier congrès de FO, vous avez là un début de réponse. J'y reviendrai demain par manque de temps aujourd'hui.

A l'opposée, fidèles à nos principes et nos engagements, nous combattons pour la rupture des relations entre les syndicats et les partis ouvriers avec Sarkozy et l'ensemble des institutions de la Ve République, avec le patronat, ainsi que toutes les institutions internationales du capital, dont l'UE.

Si j'en trouve le temps, je rajouterai un complément après lecture de la lettre de Thibault aux secrétaires généraux des organisations de la CGT.